



NOTRE SÉLECTION

L'Union européenne signe un accord de partenariat volontaire avec le Honduras dans le cadre du règlement FLEGT.

EFI-FLEGT, 15/06/2018 - [LIEN VERS L'ARTICLE](#)

La Commission européenne lance une consultation publique sur la portée des produits RBUE.

29/01/2018 – 24/04/2018 - [LIEN VERS L'ARTICLE](#)

Le soutien d'INTERPOL dans la lutte contre la criminalité environnementale dans le secteur forestier.

21/03/2018 - [LIEN VERS L'ARTICLE](#)



ACTUALITÉS

MAPA, 06/02/2018



Lancement du système informatique « EUTR » pour la présentation de déclarations responsables sur le bois mis sur le marché

[LIEN VERS L'ARTICLE](#)

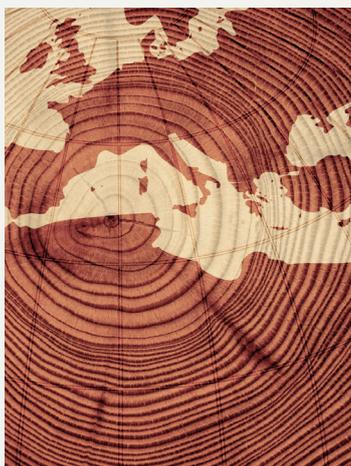
MAPA, 16/03/2018



L'Espagne atteint 2000 licences FLEGT validées pour le commerce de bois légal importé d'Indonésie.

[LIEN VERS L'ARTICLE](#)

MAPA, 05-06/02/2018

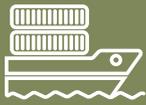


L'Espagne promeut le Groupe méditerranéen du bois

La direction générale du Développement rural, de l'Innovation et de la Politique forestière a posé les bases, en collaboration avec le Portugal, de la coopération méditerranéenne en tant qu'outil pour lutter contre le trafic illégal de produits en bois parmi les 9 États membres de la région.

Ce Groupe est conçu comme un espace de rencontre et d'échange d'informations dans le but d'optimiser et de coordonner les ressources communes, en mettant en place, le cas échéant, les mécanismes de contrôle conjoints nécessaires pour éradiquer le commerce illicite dans toute la région méditerranéenne.

Les pays ayant participé à cette rencontre les 5 et 6 juin derniers sont : Chypre, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, Malte, le Portugal et la Slovénie, qui se sont engagés à poursuivre cette collaboration fructueuse et à tenir des réunions de coordination sur une base annuelle.



Importations à risque

Risque élevé d'exploitation illégale du bois de teck importé du Myanmar.

Les importations, notamment de teck (*Tectona grandis*), en provenance de ce pays asiatique impliquent un risque élevé de manquement aux exigences établies dans le Règlement RBUE.

Les systèmes actuels birmanais sont complexes pour les acteurs externes et entraînent des risques pour les opérateurs lorsqu'il s'agit de prouver la traçabilité de la chaîne de responsabilité. Même le ministère des Ressources naturelles et de la Conservation de l'Environnement (MONREC) du Myanmar a admis dans une **déclaration publique** l'existence de ce risque qui implique un manquement à l'obligation de diligence raisonnée de l'opérateur conformément aux dispositions de la réglementation RBUE.

Dans ce cadre, **l'Agence de recherche environnementale** (Environmental Investigation Agency, EIA en anglais) avait déjà présenté un **rapport** en 2016 qui mettait en valeur la difficulté du commerce avec ce type de bois.

Dans ce contexte, le Danemark, l'Espagne, l'Allemagne, la Belgique, l'Italie et les Pays-Bas soumettent des entreprises importatrices à des contrôles et, dans tous les cas étudiés, des violations du RBUE ont été détectées.

En novembre 2016, un **tribunal administratif suédois** a établi, pour la première fois en Europe, qu'une entreprise importatrice de teck en provenance du Myanmar, Almtra Nordic, avait manqué aux obligations du RBUE. En s'inspirant de cette décision historique, les différents pays impliqués dans la campagne de vérification ont décidé de paralyser les importations des entreprises évaluées.

C'est pourquoi il est toujours déconseillé d'importer du bois de teck du Myanmar, comme l'a reconnu le **Groupe d'experts RBUE** de la Commission européenne le 19 juin 2018. Il est également indiqué qu'en cas de risque d'illégalité comme celui-ci, la loi exige que le bois soit retracé jusqu'à la région d'origine du pays d'exploitation, en fournissant d'autres preuves que les documents de vérification officiels.

Risque élevé d'illégalité du bois d'ipé provenant du Brésil

Deux rapports publiés récemment par Greenpeace dévoilent des soupçons fondés d'illégalité en lien avec l'importation de cette essence en provenance du Brésil.

Le premier rapport dévoile le conflit par rapport aux droits de propriété des terres, en particulier dans la **zone de Rondônia**, et met en évidence la violence qui existe dans la région ainsi que les moyens utilisés dans certains cas pour l'usurpation de terres à des fins d'exploitation du bois.

Le deuxième rapport expose des soupçons de **surestimation des densités d'ipé** (*Tabebuia impetiginosa* et *T. serratifolia*) dans les inventaires forestiers locaux, en particulier dans les concessions proches à des zones protégées.

Plusieurs **études scientifiques** confirment la surestimation dans certaines concessions brésiliennes d'essences, y compris l'ipé, particulièrement importantes de par leur valeur commerciale.

D'après les conclusions du **Groupe d'experts RBUE** de la Commission européenne, les opérateurs qui importent du bois du Brésil ne provenant pas d'une plantation doivent prendre des mesures d'atténuation du risque appropriées, sans appuyer le résultat de leur analyse de risque uniquement sur le contrôle de documents. Dans ces cas-là, il est nécessaire de se fonder sur des vérifications faites par des tierces parties dûment qualifiées et sur des preuves évidentes de la légalité de l'origine.



Actions en faveur du respect de la #maderalegal

Le MAPA travaille à plusieurs niveaux afin d'optimiser l'effectivité de la loi et de garantir le respect des réglementations forestières, commerciales et sociales associées à la consommation de bois.

Coordination internationale

- ▶ **Réunion du Mécanisme de coordination bilatérale (BCM) entre l'UE et la Chine sur l'application des réglementations et la gouvernance forestières.** *Le 7 mars 2018.* Nous recherchons le meilleur moyen pour lutter contre le bois illégal en coordination avec le géant asiatique. ([Voir](#) informations sur le BCM)
- ▶ **Groupe d'experts FLEGT-RBUE de la Commission européenne.** *Bruxelles, les 26 février, 19 avril et 20 juin 2018.* Réunions de la Commission avec les 28 États membres en vue d'unifier les critères d'application du règlement FLEGT et RBUE au sein de l'UE. ([voir](#) informations sur les réunions du groupe).
- ▶ **Mise en œuvre du RBUE par les autorités compétentes des États membres de la Méditerranée.** *Portugal-Espagne, Lisbonne, les 5 et 6 juin 2018.* Efforts pour harmoniser les actions de vérification conjointes entre les États membres dont les flux commerciaux présentent des caractéristiques similaires.

Coordination nationale

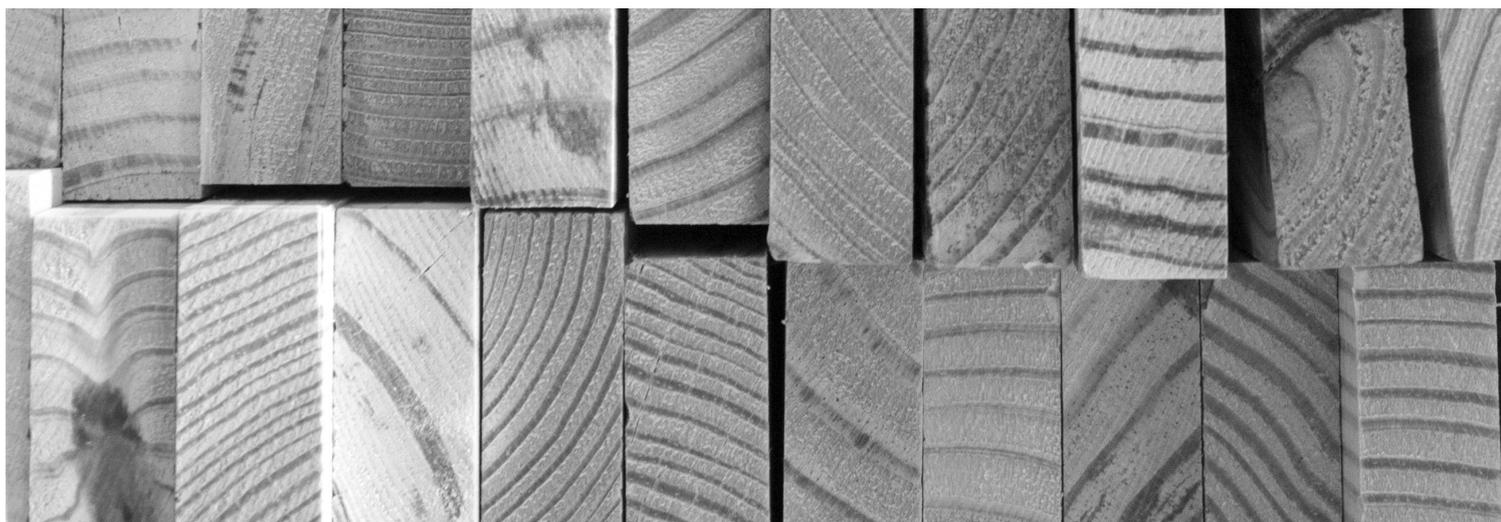
- ▶ **Groupe de travail en matière de lutte contre le commerce de bois exploité illégalement.** DGDRIPF, Madrid, le 24 avril 2018. Réunion de l'organe de coordination pour l'application harmonisée du contrôle RBUE parmi les autorités compétentes des communautés autonomes.



Communication en faveur de la #maderalegal

Le MAPA promeut et participe à différents cours pour informer des obligations dans le cadre du RBUE

- ▶ **Cours légalité mise sur le marché.** AEIM, le 9 mars 2018. Participation MAPA.
- ▶ **Cours Innovation, légalité et durabilité de la chaîne de valeur du bois.** PEFC Espagne, le 8 mai 2018. Participation MAPA.
- ▶ **Journée légalité du bois mis sur le marché.** PEFC Espagne dans le cadre du programme Emplea, le 20 juin 2018. Participation MAPA et autorité compétente (AC) Andalousie.
- ▶ **Le règlement RBUE et les obligations des entreprises forestières.** AC Catalogne, le 9 mars 2018.
- ▶ **Bois FSC, RBUE et construction en Galice.** FSC, le 26 avril 2018. Participation AC Galice.
- ▶ **Journée sur RBUE, diligence raisonnée pour opérateurs 1 et opérateurs 2.** Baskegur, le 3 mars 2018. Participation AC Pays basque.





Bulletins d'actualités internationales du RBUE

** Le contenu de ces bulletins reflète l'avis des auteurs. Le MAPA se dégage de toute responsabilité pour l'utilisation qui peut être faite des informations qu'ils contiennent.*

- ▶ **Notes d'information de l'Union Européenne**
Novembre 2017 - janvier 2018 – [Voir bulletin](#)
Février 2018 – mars 2018 – [Voir bulletin](#)
- ▶ **Actualités RBUE**
Client Earth, 2018 – [Voir bulletin](#)
- ▶ **Actualités RBUE : mars – mai 2018**
Client Earth, 2018– [Voir bulletin](#)

Les arbres et le bois contribuent à rendre votre ville plus saine et plus durable. Le @mapabog et les communautés autonomes s'emploient à faire respecter la légalité du bois

#maderalegal #EUTR #FLEGT #IntlForestDay #DiaInternacionaldelosBosques

<https://twitter.com/mapagob/status/976405744089264133>



Plus d'informations

https://www.mapa.gob.es/es/desarrollo-rural/temas/politica-forestal/Madera_Legal_FLEGT_EUTR/